



Le Rôle des Jeunes dans la Prévention de l'Extrémisme Violent dans le Bassin du Lac Tchad

*Une contribution à l'Etude des Progrès réalisés sur la
Jeunesse, la Paix et la Sécurité mandatée par la Résolution
2250 (2015) du Conseil de Sécurité des Nations Unies*

Auteur Principal : Theophilus Ekpon



©2017

Crédits photos : toutes les photos © Saji Prelis

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement le point de vue de l'Organisation des Nations Unies ou de ses organisations affiliées.

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) est une coalition non-gouvernementale sud-nord d'organisations de consolidation de la paix qui coordonne et soutient la participation de la société civile au sein du Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS).

Le Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique (CSDEA) est une organisation indépendante qui cherche à faire face aux défis de la violence et de la mauvaise gouvernance qui entravent le développement durable en Afrique.

L'étude sur les progrès réalisés sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité mandatée par la Résolution 2250 (2015) du Conseil de Sécurité des Nations Unies est destinée à élaborer le rapport global du Secrétaire général des Nations Unies sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité.

Cordaid, dans le cadre de son engagement à faire face au problème de la fragilité, héberge le Secrétariat de la CSPPS qui coordonne le Secrétariat du Dialogue international chargé des OSC.

Table des Matières

Remerciements	4
Acronymes	5
Résumé Exécutif	6
Introduction	8
Méthodologie	9
Les facteurs d'incitation et d'attraction : un cadre théorique	10
Principales constatations	11
a. Les jeunes qui rejoignent des groupes extrémistes violents	11
b. Sensibilisation et rôle des initiatives de prévention des conflits et de l'extrémisme menées par et axées sur les jeunes	12
c. Soutien du gouvernement en faveur des initiatives axées sur les jeunes	15
d. Soutien de la part d'autres organisations en faveur des initiatives axées sur les jeunes	16
e. Soutien communautaire en faveur des initiatives axées sur les jeunes	16
f. Problèmes auxquels font face les initiatives axées sur les jeunes	17
Conclusion	18
Références	19

Remerciements

Cette recherche a été menée par M. Theophilus Ekpon et assistée par M. Acholonu Chidozie Douglas. Elle a bénéficié de l'appui du Secrétariat de la CSPPS (M. Peter van Sluijs, Mme. Mireille Mudipanu Kabasubabo et M. Eric Sanchez) et des contributions du Secrétariat du Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix des Nations Unies et du Fonds des Nations Unies pour la Population pour l'Etude sur les Progrès Réalisés en faveur de la Jeunesse, de la Paix et de la Sécurité.

Nos remerciements vont également à Arziki Sawa et Emeka Stanley Nnaji du CSDEA pour leurs innombrables contributions et leur soutien.

Acronymes

ALPC	Armes légères et de petit calibre
ATPIR	Projet de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation des anciens terroristes et victimes
CAMOJET	Collectif des Associations et Mouvements des Jeunes du Tchad
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
COPEP	Comité d'Organisation Pour la Paix dans les Établissements Scolaires
CSDEA	Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique
CSPPS	Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la population
IDPS	Dialogue international pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État
JICA	Agence japonaise de coopération internationale
OIM	Organisation internationale pour les migrations
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisation de la société civile
PEV	Prévention de l'extrémisme violent
RCA	République centrafricaine
UNDP	Programme de développement des Nations Unies
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
UNPBF	Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix
USAID	L'Agence des États-Unis pour le développement international

Résumé Exécutif

Les pays du bassin du Lac Tchad (le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigéria) ont été marqués par la violence depuis l'avènement et la montée en puissance de groupes extrémistes violents tels que Boko Haram, Ansar Dine et Mujao. Leur persistance et leurs moyens d'action ont d'énormes effets négatifs sur les jeunes de la région, et ce à cause du lavage de cerveau, des mensonges et des recrutements par la force que les jeunes de la région subissent pour venir grossir les rangs de ces groupes extrémistes violents. Cette tendance, si elle n'est pas inversée, entraînera des coûts humains, économiques et sociaux durables.

L'implication constante de ces jeunes auteurs de violences a conduit plusieurs segments de la société à les considérer comme étant la source du problème. Toutefois, la présente recherche a démontré que la solution à l'extrémisme violent et à d'autres menaces à la sécurité et à la stabilité des pays de la région du lac Tchad peut être trouvée en travaillant avec les jeunes et en exploitant leurs talents et leurs potentiels pour réformer et reconstruire la société. L'adoption de la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU 2250) sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité en décembre 2015, est une reconnaissance mondiale majeure et stratégique du rôle clé que peuvent jouer les jeunes en faveur de la consolidation de la paix.

L'objectif premier de cette recherche est d'informer les décideurs politiques et la communauté internationale sur les principales considérations politiques et programmatiques destinées à soutenir les initiatives menées par et axées sur les jeunes, qui visent à prévenir l'extrémisme violent dans la région du bassin du lac Tchad.

Ce document de recherche met en évidence quelques-uns des facteurs localisés de l'extrémisme violent dans les pays du bassin du lac Tchad et dresse la liste de certaines initiatives concrètes mise en place par et pour les jeunes qui visent à prévenir l'extrémisme violent dans la région. Il va même au-delà en décrivant l'environnement dans lequel ces groupes de jeunes et leurs initiatives opèrent tout en présentant leurs sources de soutien technique et financier. La recherche se conclut par les recommandations clés suivantes à l'attention des décideurs politiques, des gouvernements et de la communauté internationale en vue de la mise en œuvre de la Résolution 2250 :

- Le Dialogue international sur la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (IDPS) et d'autres acteurs internationaux devraient promouvoir une politique d'approche dite « douce » pour prévenir l'extrémisme violent. Vu que la promotion d'un dialogue permettant

de mener à une paix durable est l'objectif principal de l'IDPS et de la CSPPS – l'une des principales constituantes de l'IDPS, ce dernier devrait se concentrer spécifiquement sur les pays du Bassin du Lac Tchad afin de soutenir des espaces sécurisés permettant un dialogue continu entre les gouvernements, les communautés et les jeunes.

- Améliorer les moyens de subsistance des jeunes à risque et d'autres populations vulnérables en mettant davantage l'accent sur les « points sensibles », en améliorant l'accès à l'emploi, aux programmes de renforcement des compétences et à l'éducation, et en renforçant et intensifiant les programmes déjà existants.
- La croissance démographique rapide pèse lourdement sur les ressources et les infrastructures et rend les interventions inadéquates. Des mesures de contrôle de la croissance des populations devraient être mises en place dans les pays du bassin du lac Tchad afin que les ressources et les programmes d'intervention puissent être adéquats.
- Renforcer les capacités et améliorer les niveaux de confiance dans le système judiciaire et l'état de droit grâce à des sociétés et des institutions capables de lutter efficacement contre la radicalisation et l'extrémisme violent et garantir un juste équilibre entre la loi et l'ordre d'une part, et la justice d'autre part. Améliorer les systèmes pénitentiaires qui peuvent servir de centres de déradicalisation et de réforme, renforcer les capacités des forces de police et des communautés qui peuvent coopérer efficacement pour atteindre des objectifs communs de protection, rechercher efficacement les principales parties prenantes et les maintenir, et enfin, établir une bonne coopération régionale.

- Accroître les niveaux de désengagement et améliorer les processus de réintégration grâce à des centres de désengagement et de réadaptation efficaces, apporter un soutien et un suivi psychosocial cohérent, acquérir une bonne connaissance des processus de déradicalisation, et accroître la sensibilisation de la communauté afin d'aider à réduire la stigmatisation des individus qui reviennent d'un contexte violent.
- Discréditer les discours violents en diffusant des contre-discours par l'intermédiaire de journalistes qualifiés dans le domaine de l'éthique, porter une plus grande attention aux voix des victimes, des survivants et des « revenants de guerre », un engagement médiatique plus important de la part des chefs religieux, et des jeunes capables d'être des leaders en ligne et hors ligne.
- Réduire les tensions intra et inter-religieuses et renforcer la résilience communautaire des institutions religieuses grâce à un meilleur dialogue intra et inter-religieux, garantir une gouvernance plus efficace des madrassas et des mosquées et améliorer la formation des imams, et mettre en place des mécanismes plus efficaces d'alerte précoce.
- Les politiques nationales axées sur les jeunes devraient être pleinement mises en œuvre, les gouvernements devraient penser à adopter le volontariat comme expérience de travail et les jeunes devraient être encouragés à réfléchir à leurs centres d'intérêt et leurs passe-temps.
- Améliorer les réponses différenciées et adaptées aux hommes, aux femmes, aux garçons et aux filles grâce à un meilleur soutien apporté aux femmes touchées par la radicalisation et l'extrémisme violent, autonomiser les femmes leaders et les défenseurs de la déradicalisation, et soutenir les jeunes hommes et femmes dans leur rôle d'ambassadeurs en faveur des processus de lutte contre la radicalisation.
- Harmoniser le contenu des programmes éducatifs dans les écoles coraniques, principale forme d'éducation dans les zones touchées par les conflits dans les pays du Bassin du Lac Tchad. Ces programmes ne sont actuellement pas raccord avec plusieurs autres enseignements.
- Une partie des jeunes du secteur informel dont on n'a pas tenu compte dans les programmes gouvernementaux devrait être intégrée parce que ce sont eux qui participent le plus souvent à des groupes extrémistes violents. Des programmes intégrant l'éducation, l'inclusion sociale et le soutien financier devraient être mis en œuvre.
- Le rôle des jeunes et de la société civile en tant que partenaires clés du gouvernement dans la PEV doit être mis en relief, les programmes de PEV ciblant les jeunes doivent être plus dynamiques et plus créatifs.
- Les dirigeants du gouvernement et la société devraient cesser de stéréotyper les jeunes. Les jeunes ne sont pas moins compétents et les données devraient être mises à disposition.
- Des lois et des politiques sur les droits de l'Homme visant à protéger les citoyens et les combattants repentis devraient être mises en place pour dissuader l'armée et les autorités de procéder à des arrestations et à des exécutions arbitraires.
- Des mesures de lutte contre la corruption devraient être incorporées dans les programmes et les initiatives de PEV afin d'en garantir l'impact sur les bénéficiaires finaux comme prévu dans les documents de projet originaux. Cela permettrait également de réduire la politisation des programmes de PEV car il n'y aurait pas d'incitations pour les politiciens.
- Le secteur privé devrait être encouragé à soutenir les initiatives de PEV axées sur les jeunes dans les pays du Bassin du Lac Tchad. Cette étude a révélé que le secteur privé n'appuie que peu ou pas ce type d'initiatives dans ces pays. Le financement du secteur privé peut venir renforcer et stimuler ces initiatives.

Introduction

La menace que représentent les groupes extrémistes violents a considérablement augmenté dans les pays du Bassin du Lac Tchad. La région, qui abrite environ 21 millions d'habitants partagés entre le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria, compte parmi les populations les plus pauvres et les plus vulnérables au monde. Elle souffre non seulement d'un niveau élevé de pauvreté, mais également de chômage, d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Ces niveaux d'ailleurs atteignent un degré de crise (OCHA, 2016).

La région est également connue pour la contrebande et la prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC). Ces défis ont eu des conséquences très négatives sur la vie socio-économique et politique de la population de la région. La région semble refléter une image d'espaces non gouvernés, de frontières poreuses, d'organes de sécurité médiocres, de violations des droits de l'Homme, d'institutions corrompues, de divisions ethniques et d'un chômage élevé chez les jeunes. Un ensemble de conditions qui permettent aux groupes extrémistes violents de prospérer (Buchanan-Clarke et Lekalake, 2016).

Les groupes extrémistes violents ont profité d'une gouvernance inefficace et d'une mauvaise prestation de services, de niveaux élevés de divisions sociétales basées sur des critères ethniques ou religieux, exacerbées par les élites et combinées avec de faibles niveaux de confiance, un sentiment endémique de marginalisation politique et économique, ainsi que des niveaux élevés de pauvreté, de différentes forces géopolitiques et de sentiment d'injustice et d'inégalité à l'échelle mondiale, et la perception conflictuelle d'une « guerre occidentale contre l'islam » (PNUD, rapport 2016). C'est dans ce contexte que les groupes extrémistes, radicalisent et recrutent des jeunes, hommes et femmes, pour terroriser les populations dans la région du lac Tchad.

En réponse à cette menace régionale, la Force d'intervention conjointe multinationale du Nigeria, du Tchad, du Niger, du Cameroun et du Bénin a lancé son offensive ouest-africaine en janvier 2015 (Buchanan-Clarke et Lekalake, 2016). Cette Force d'intervention a, dans une large mesure, réussi à faire pression, à perturber et à réduire les activités des réseaux extrémistes. Cependant, de nombreux cas d'exécutions sommaires, d'assassinats ciblés et de répressions violentes ont été signalés lors d'opérations militaires (Buchanan-Clarke et Lekalake, 2016). Les violations des droits de l'Homme et les comportements insensibles des agents des forces de sécurité influent négativement sur l'image du gouvernement et renforcent les discours extrémistes sur le fait qu'ils sont victimes de l'État, tout en facilitant ainsi le lavage de cerveau et la conscription des jeunes garçons et filles (Buchanan-Clarke et Lekalake, 2016).

Pour contrer les discours des groupes extrémistes violents et changer les perceptions de la population jeune du bassin du lac Tchad en faveur d'une culture de paix, il est devenu important d'adopter une approche de consolidation de la paix visant à s'attaquer aux causes politiques et socio-économiques de l'extrémisme. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies a reconnu l'importance de la prévention de l'extrémisme violent (PEV) en adoptant la Résolution 2250 sur la Jeunesse, la Paix et la Sécurité le 9 décembre 2015. Cette Résolution reconnaît que les jeunes jouent un rôle important dans le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité internationales.

Pour mieux comprendre le rôle des jeunes dans la consolidation de la paix et de la sécurité, la Résolution 2250 du CSNU demande au Secrétaire général de mener une étude sur la contribution positive des jeunes aux processus de paix et de Résolution des conflits afin de recommander des réponses efficaces aux niveaux local, national et international. Pour contribuer à cette étude mondiale, la Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS) a commandé ce rapport en collaboration avec le Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique (CSDEA), afin de mener des études sur le terrain dans les pays du bassin du lac Tchad qui ont connu une croissance de l'extrémisme violent ces dernières années.

L'objectif de cette étude était de documenter le rôle des approches de prévention des conflits et de l'extrémisme dirigées par et axées sur les jeunes qui favorisent la consolidation de la paix. Ce document est une contribution à l'étude sur les progrès réalisés en matière de Jeunesse, de Paix et de Sécurité mandatée par la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (Résolution 2250). Ce rapport fournit les principaux résultats des données collectées au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria, où opèrent les groupes extrémistes suivants :

1. Ansar Eddine (Les défenseurs de la religion).
2. Boko Haram.
3. Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest). Appelés également Al-Qaïda au Sahel

Méthodologie

Cette publication a utilisé une étude documentaire pour examiner la littérature existante et le travail effectué sur le terrain pour recueillir des données empiriques sur le rôle des jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent dans les pays du bassin du lac Tchad, qui comprennent le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigéria. Quarante pour cent des participants à l'étude étaient des jeunes femmes. Il s'agissait de s'assurer que ce document puisse refléter les problèmes qui touchent les jeunes femmes et hommes dans ce contexte. Une discussion de groupe thématique réunissant entre 15 et 20 participants et cinq entretiens avec des informateurs clés ont été menés dans chacun des quatre pays. Parmi les participants : des femmes ou des jeunes leaders, des groupes d'auto-défense composés de jeunes, des chefs traditionnels et religieux, des organisations de la société civile (OSC), des représentants du gouvernement et des organisations internationales non gouvernementales (OING). Quatre-vingt-quinze pour cent des participants aux groupes de discussion étaient des jeunes âgés de 19 à 35 ans.

Les participants aux discussions de groupe thématique et aux entretiens se sont vu poser six questions principales :

1. Pourquoi certains jeunes choisissent-ils de rejoindre des groupes extrémistes violents alors que d'autres ne le font pas ?
2. Existe-t-il des initiatives de prévention des conflits et de l'extrémisme menées par et axées sur les jeunes ? Quel est le rôle, le cas échéant, de ces initiatives ?
3. Les institutions gouvernementales soutiennent-elles efficacement les initiatives de prévention des conflits et de l'extrémisme menées par et axées sur les jeunes ? Si oui, comment ? Si non, quel type de soutien est nécessaire ?
4. Existe-t-il d'autres organisations qui soutiennent les initiatives de prévention des conflits et de l'extrémisme menées par et axées sur les jeunes ?
5. Vos communautés soutiennent-elles les initiatives de prévention des conflits et de l'extrémisme menées par et axées sur les jeunes ?
6. Selon vous, quels sont les problèmes les plus importants auxquels sont confrontées les initiatives de prévention des conflits et de l'extrémisme menées par et axées sur les jeunes ?

Les facteurs d'incitation et d'attraction : un cadre théorique

D'une part, les *facteurs d'incitation* sont les caractéristiques sociales, culturelles et politiques négatives de l'environnement sociétal qui contribuent à « pousser » les individus vulnérables et en particulier les jeunes sur la voie de l'extrémisme violent. Ces *facteurs d'attraction* sont généralement considérés comme des « causes sous-jacentes et profondes » telles que la pauvreté, le chômage, l'analphabétisme, l'injustice et la marginalisation politique et économique. D'autre part, les *facteurs d'attraction* sont les caractéristiques positives et les

avantages que peut présenter une organisation extrémiste qui « attirent » les jeunes vulnérables. Ceux-ci incluent l'idéologie du groupe (par exemple : changer la condition par la violence plutôt que par des moyens démocratiques « apathiques » et « passifs »), des liens de fraternité et d'appartenance, la réputation, la gloire et la socialisation. (Gary Lafree et Joshua D. Freilich, 2017).

Principales constatations

a. Les jeunes qui rejoignent des groupes extrémistes violents

Les participants interrogés ont cité plusieurs facteurs qui poussent les jeunes à rejoindre des groupes extrémistes violents. Ils comprennent la pauvreté, le chômage, les incitations financières des groupes extrémistes violents, l'ignorance, les inégalités, le changement climatique, l'analphabétisme, le manque d'opportunités, les mauvaises interprétations de la religion et de son idéologie, le manque de justice sociale et politique, la mauvaise gouvernance, la mauvaise interprétation du Coran, le recrutement par la force, et le manque de fonds pour soudoyer les fonctionnaires afin d'obtenir un emploi.

La frustration des étudiants qui ont terminé leurs études, que ce soit à travers l'éducation coranique ou occidentale, face au manque d'opportunités et d'emplois, rend ces étudiants susceptibles à la radicalisation. Cependant, les jeunes qui abandonnent l'école ont été identifiés comme plus enclins à l'extrémisme violent. Ainsi, un participant a raconté l'histoire d'une jeune femme célibataire du nord du Cameroun qui élevait trois enfants sans aucune ressource financière ou emploi. Désespérée, elle a visité un centre islamique où elle a trouvé du réconfort à travers les formations radicales qu'elle écoutait tous les jours et dans sa préparation au Jihad.

.....

... participants ont souligné que de nouveaux groupes violents voient le jour lorsque les jeunes sont exclus des processus de paix initiaux et que le dialogue entre le gouvernement et les militants n'est pas sain...

.....

Le détournement et la mauvaise interprétation du Coran par certains enseignants, personnalités religieuses, membres de la famille et autres acteurs ont beaucoup motivé et justifié le fait de rejoindre des groupes extrémistes violents. Le contenu de l'éducation coranique dans les pays du bassin du lac Tchad a été identifié comme étant particulièrement préoccupant.

La perception et les valeurs de la vie sont véhiculées à beaucoup de jeunes analphabètes à travers une

mauvaise interprétation du Coran. Les écoles coraniques avec des enseignants utilisant une mauvaise interprétation du Coran et l'adoption d'une idéologie extrémiste ont été identifiées. Ceux-ci possèdent des liens avec des groupes extrémistes et préparent les étudiants et les jeunes à rejoindre des groupes extrémistes violents.

Ceux qui adhèrent passent souvent par une période de radicalisation et d'endoctrinement entre les mains de ces enseignants, avant d'entreprendre des missions pour des groupes extrémistes. Les structures familiales constituent une autre source de recrutement pour les groupes extrémistes violents. Les parents, en raison de leur incapacité à communiquer, à créer des liens ou à fournir un environnement sûr et une bonne éducation, créent l'impression d'un manque d'attention et favorisent la rébellion chez les jeunes. Cela amène certains à rejoindre des groupes extrémistes ou à se faire intimider. Certains membres de la famille sont également ciblés par d'autres membres de la même famille déjà impliqués dans des groupes extrémistes. La perte d'un membre de la famille pendant des opérations militaires peut et a déjà conduit les jeunes à rejoindre des groupes extrémistes pour se venger de la mort d'un être cher.

Certains participants ont souligné que de nouveaux groupes violents voient le jour lorsque les jeunes sont exclus des processus de paix initiaux et que le dialogue entre le gouvernement et les militants n'est pas sain. Récompenser les groupes violents et négliger les groupes résilients (c'est-à-dire les jeunes et les personnes âgées) engendre de nouvelles violences. À Diffa, dans l'est du Niger, par exemple, les membres repentis de Boko Haram sont grassement récompensés et la population locale, notamment les jeunes, luttent contre eux.

Concernant la question de la pauvreté, la plupart des jeunes des zones touchées par le conflit dans les pays du bassin du lac Tchad vivent avec moins d'un dollar par jour. Leurs émirs (chefs traditionnels), particulièrement dans le nord du Cameroun, concentrent toutes les richesses alors que le reste de la population est autour d'eux est pauvre. Les personnes interrogées ont souligné que les droits des jeunes sont bafoués et qu'ils n'avaient aucune représentation ou droit de parole. Les groupes extrémistes offrent alors une opportunité aux jeunes d'exercer leur pouvoir et de s'exprimer ce qui conduit de nombreux jeunes et enfants sans abri dans les rues à rejoindre des groupes extrémistes, y compris dans les

grandes villes comme Yaoundé et Douala.

Au nord-est du Nigéria, une culture de ségrégation qui se traduit par une lutte pour le pouvoir entre la classe dirigeante et la classe inférieure a contribué aux taux élevés de jeunes rejoignant des groupes extrémistes violents. La classe inférieure voit l'extrémisme violent comme un moyen de punir la classe royale au pouvoir dont les membres sont nés pour régner, dominer et vivre sans travailler. La classe inférieure reste composée d'ouvriers destinés à travailler sans relâche. La richesse et la pauvreté sont considérées comme un destin et doivent ainsi être acceptées en tant que tel.

Les personnes interrogées ont également noté l'ignorance des jeunes à l'égard de Boko Haram, qui recrutait des jeunes de l'extrême nord du Cameroun en prétendant être une riche organisation multinationale. Boko Haram a recruté des jeunes avec des promesses de 100 000 francs centrafricains (180 USD) pour l'envoi de matériel, notamment des téléphones et des sacs, à des zones spécifiques au Nigeria. Ces matériaux se sont révélés être des bombes passées du Cameroun au Nigéria et les jeunes impliqués ont revendiqué l'ignorance. Inutile de dire qu'avant que la ruse ne soit découverte, Boko Haram avait déjà recruté et radicalisé de nombreux jeunes qui étaient bien connus dans leurs communautés en tant que membres de Boko Haram. Dans certains cas isolés, les chefs traditionnels ont été complices du système de recrutement de Boko Haram.

.....

Les individus frustrés dans les camps de réfugiés à cause du conflit, sont également facilement recrutés dans des groupes extrémistes du bassin du lac Tchad.

.....

Les personnes interrogées ont estimé que les perspectives économiques très réduites de nombreux jeunes étaient un autre facteur qui les poussait à rejoindre des organisations extrémistes. Les anciens combattants repentis de Boko Haram au Tchad disent que c'est le manque d'espoir et d'opportunités de création de revenus qui les poussent à rejoindre des groupes extrémistes violents. Il n'y a pas d'emplois, d'équipements sociaux ni de filets de sécurité du gouvernement pour amortir les sombres perspectives auxquelles sont confrontés les jeunes. La promesse de richesse, de nourriture et d'abris pousse ainsi les jeunes dans les bras des organisations extrémistes opérant dans la région. Les participants ont également mentionné qu'un autre facteur était dû au fait que certains jeunes sont matérialistes et paresseux et qu'ils recherchent des moyens faciles de gagner de l'argent.

Les personnes interrogées ont indiqué que les groupes extrémistes entretenaient des liens familiaux forts dans les communautés Garoua, Boulai et Garigombo de la frontière Est du Cameroun, et que ces communautés leur servaient de refuge. Ces zones servent également de source de recrutement car les populations souffrent des conflits de la République centrafricaine (RCA) entre la Seleka et les Anti-Balaka et du conflit entre les Bororos et les Bayas du côté camerounais de la frontière. Certains réfugiés frustrés dans les camps également facilement recrutés dans des groupes extrémistes dans le bassin du lac Tchad.

Certains participants ont décrié les prises de parti des interventions militaires internationales comme c'est le cas pour le conflit entre la Seleka et les Anti-Balaka où les États-Unis ont confisqué les armes de la Seleka pour les donner aux Anti-balaka en République Centrafricaine. Cela a eu un grand impact sur les communautés frontalières entre le Tchad et la RCA où les deux groupes sont présents des deux côtés de la frontière.

Les participants ont indiqué que la sécheresse et l'épuisement des ressources du lac Tchad, conséquence du changement climatique, était un facteur causal du recrutement. À mesure que les ressources se raréfient, les Shuas, les Kotokos et les Fulanis, des deux côtés de la frontière, et leurs familles, sont forcés de traverser la frontière. Cette lutte pour la survie fait de ces groupes nomades des recrues faciles, simplement à cause du besoin de gagner leur vie et subvenir aux besoins de leur famille.

.....

Certains jeunes considèrent comme des entités étrangères qui envahissent leurs communautés et à ce titre, ils n'y croient pas et ne veulent pas se joindre à eux pour détruire et ségréguer leurs sociétés.

.....

Les personnes interrogées ont souligné qu'un autre facteur important pour les groupes extrémistes est la question du recrutement forcé et l'enlèvement. Au fur et à mesure que les groupes extrémistes envahissent et occupent les villages, ils forcent les jeunes hommes et les jeunes femmes à devenir des combattants, des esclaves sexuels et des porteurs. La suspicion et la stigmatisation associées au fait d'être pris signifie que la plupart ne peuvent pas réintégrer la société lorsqu'ils s'enfuient car ils sont alors sommairement exécutés par les militaires s'ils sont capturés. Cette tendance fait que ceux qui ont été pris de force par des groupes extrémistes violents acceptent leur sort et tombent avec leurs

ravisseurs plutôt que de risquer la mort.

Les gangs et les sectes présents dans les États de l'Adamawa et du Borno au Nigéria sont également une base de recrutement pour les groupes extrémistes violents. Certains jeunes rejoignent Boko Haram parce qu'ils appartiennent à des gangs et ils sautent sur n'importe quelle opportunité permettant de gagner beaucoup d'argent sans connaître les ravages qu'ils provoquent.

Au milieu de cette crise, de nombreux jeunes n'ont pas rejoint Boko Haram ou d'autres groupes extrémistes violents parce qu'ils ont des femmes et des enfants qui dépendent d'eux. La finalité néfaste de l'extrémisme violent, le patriotisme et la crainte de Dieu qui commande aux êtres humains de ne pas tuer, comptent parmi les autres raisons pour lesquelles certains jeunes n'adhèrent pas aux groupes extrémistes violents. Certains croient également que ces groupes ne sont pas reconnus comme militaires ou policiers portant des uniformes et d'autres les considèrent comme des entités étrangères qui envahissent leurs communautés et à ce titre, ils n'y croient pas et ne veulent pas se joindre à eux pour détruire et ségréguer leurs sociétés.

Au Tchad par exemple, le gouvernement a une forte emprise sur la petite population tchadienne et a mis en place des politiques de contrôle de sa population à travers les églises et les mosquées. Il pratique également des exécutions systématiques des jeunes qui cherchent à rejoindre des groupes extrémistes violents. Les Tchadiens tentent d'éviter la crise en raison de leur passé de guerre entre le Nord et le Sud et tentent ainsi d'éviter les tendances extrémistes violentes qui sont équivalentes à une crise.

b. Sensibilisation et rôle des initiatives de prévention des conflits et de l'extrémisme menées par et axées sur les jeunes

République du Niger

Les personnes interrogées ont soutenu que la sensibilisation est élevée chez les jeunes en ce qui concerne les activités de prévention contre l'extrémisme violent menées par les jeunes. Parmi les efforts consentis, la création du Conseil national de la jeunesse au Niger qui utilise ses forums pour la paix et la sécurité ainsi que ses camps Tech pour s'adresser aux jeunes dans la région du lac Tchad au Niger.

Le Conseil national de la jeunesse au Niger œuvre avec le Gouvernement en vue de résoudre des conflits.

Il s'agit d'une initiative interreligieuse impliquant également les médias et les dirigeants religieux afin de sensibiliser la population en matière d'extrémisme violent et inverser la tendance. Ce programme est financé par le Département d'Etat américain.

Le Conseil national de la jeunesse au Niger, avec le soutien du PNUD, a formé 40 filles et garçons à Diffa sur la paix et la sécurité. Ces jeunes sont ensuite devenus des ambassadeurs de la paix dans leurs communautés. Ils rendent compte des activités suspectes à la police, offrent une médiation dans les conflits et influencent leurs pairs. Les quarante (40) jeunes formés reçoivent également des fonds pour faire du commerce et subvenir à leurs besoins.

USAID finance des programmes similaires pour la jeunesse à Agadez et Diffa où plus de quarante (40) jeunes ont été formés. Les jeunes sélectionnés ont reçu une formation en matière de paix et de sécurité et sont devenus des ambassadeurs de la paix dans leurs communautés. L'entretien et la propreté réguliers de la communauté sont une autre composante de ce programme.

Le Conseil national de la jeunesse au Niger collabore avec le Gouvernement en vue de résoudre les conflits à Diffa, Zinder et Tillabery.

Le projet de développement rural Eirene au Niger adopte une approche axée sur l'auto-développement et soutient les jeunes défavorisés en vue de les faire sortir de la pauvreté et de l'inégalité. Il met en place des plateformes de dialogue pour que toutes les parties prenantes se rassemblent et règlent leurs différends. Les jeunes sont encouragés à travailler ensemble pour cultiver des légumes, tandis que d'autres mènent des activités pour améliorer l'hygiène, l'éducation ou les soins de santé dans leurs villages. Le projet Eirene leur fournit des fonds et fait le lien entre ces groupes et d'autres opportunités de financement et partenaires.

Le projet d'école coranique d'Eirene à Maradine lancé en 2006 aide les jeunes à lire et comprendre le Coran. L'objectif consiste à prévenir une mauvaise interprétation du Coran utilisée à des fins de radicalisation ; diffuser des connaissances et communiquer avec les étudiants de manière non violente. Ce projet est également reproduit dans les places de Boko Haram à Diffa et Tillabery.

Le projet de radio rurale d'Eirene vise les journalistes et les professionnels des médias afin de les sensibiliser dans leur manière de rendre compte des situations de conflit.

République du Cameroun

Le niveau de sensibilisation de la population du Cameroun est élevé en ce qui concerne les initiatives de prévention des conflits et de l'extrémisme menées par et axées sur les jeunes. Il existe des dizaines d'organisations telles que REPAIR (Rebuilding Peace through Actions with Inclusive Reach) ouvrant la voie pour le dialogue et la compréhension au sein de divers groupes (religieux/ethniques) et formant les jeunes bâtisseurs de la paix sur la prévention de l'extrémisme violent. Elles se sont engagées dans le projet de paix de l'Association Rayon de soleil, en collaboration avec le Conseil national de la jeunesse au Niger, et ont rassemblé 500 jeunes en vue de partager des informations concernant l'extrémisme violent et le rôle positif des jeunes.

Ce projet a généré d'autres projets menés par des jeunes au Cameroun, conçus pour prévenir l'extrémisme violent. Ils incluent Actions for Change Cameroun, No to Terror, Stand for Peace, et la Coalition of Organizations Against Terrorism in the Far North.

Women in Development travaille avec des mères en vue de renforcer l'estime de soi de leurs enfants et leur apprendre les principes de la paix.

Il existe également une Ecole africaine pour la paix au Cameroun, formant les écoliers et les jeunes des rues pour devenir des ambassadeurs de la paix en comprenant leurs problèmes, en y trouvant une solution et en les aidant à surmonter leurs peurs. Le Local Youth Corner forme des jeunes ayant quitté l'école sur le développement de compétences par le biais de son programme « compétences créatives pour la paix ». Women in Development travaille avec des mères en vue de renforcer l'estime de soi de leurs enfants et leur apprendre les principes de la paix. La Banque mondiale, par le biais de son programme Développement de la jeunesse et de la paix et avec le soutien de Coca Cola, prévoit de responsabiliser cinq millions de jeunes femmes à l'horizon 2020. La Banque mondiale formera ces femmes en matière de compétences en affaires et Coca Cola fournira le capital et l'équipement de départ. Le Réseau Commonwealth Youth Peace Ambassadors Network vise à renforcer les capacités des jeunes concernant la paix et les engager à devenir des ambassadeurs de la paix en signant une promesse de paix.

Le mouvement Africa par « Sweet Frika » utilise l'art et l'attitude pour promouvoir la paix au moyen d'un changement de mentalité.

République fédérale du Nigéria

Les participants du Nord est du Nigéria, région ravagée par les groupes extrémistes violents, sont extrêmement sensibles aux initiatives menées par et axées sur les jeunes. Les initiatives de groupes d'autodéfense axées sur les jeunes à Madagali, Gombi, Mubi Sud et les gouvernements locaux du Nord de l'Etat d'Adamawa et dans le gouvernement local de Biu de l'Etat de Bornu mettent en place des points de contrôle et vont de maisons en maison pour chercher des personnes soupçonnées d'appartenir à Boko Haram pour les livrer aux militaires.

...est actuellement transformé en une organisation de consolidation de la paix durable possédant les compétences en matière de consolidation de la paix en vue d'impacter leurs communautés de manière efficace.

Par exemple, les jeunes du gouvernement local de Madagali dans l'Etat d'Adamawa ont reçu des scanners de la Fondation Kinjir pour examiner les voitures entrant dans les marchés en vue de prévenir des attentats à la bombe.

Ils ont également formé les jeunes sur les dangers de la drogue et des activités des gangs servant de base de recrutement pour les groupes extrémistes violents. Les membres de l'Initiative Madagali disposent de cartes d'identités et d'uniformes officiels. Avec l'aide de la Fondation Kinjir au Centre pour le développement durable et l'éducation en Afrique, l'Initiative est actuellement transformée en organisation de consolidation de la paix disposant de compétences en matière de consolidation de la paix afin d'avoir un impact positif sur la communauté. Les initiatives d'autodéfense axées sur les jeunes dans les États d'Adamawa et Bornu ont poussé Boko Haram à fuir les communautés dans lesquelles ils opèrent et les membres de la communauté font désormais plus confiance aux dites initiatives qu'au gouvernement ou aux militaires nigériens.

Le Peacemakers Program, au moyen de Gotel Communication, utilise la radio Gotel pour sensibiliser les jeunes et le grand public. Dans le cadre de l'Initiative de paix de l'Etat d'Adamawa et en collaboration avec les dirigeants religieux, le programme travaille également dans les mosquées et les églises.

République du Tchad

Les jeunes du Tchad sont informés des initiatives de prévention de l'extrémisme violent du pays mais demandent que ces dernières soient plus coordonnées, disposent du soutien du gouvernement et considèrent les jeunes comme étant la solution et non le problème.

.....
...c'est son aspect de réinsertion pour les anciens membres de Boko Haram qui les prépare à intégrer la société et retrouver leurs familles...

USAID a lancé un programme sur la paix et le développement en 2012 afin de rassembler les jeunes, leur proposer des solutions innovantes et partager des expériences sur la manière de prévenir leur implication dans des groupes extrémistes violents.

D'autres initiatives de prévention de l'extrémisme violent incluent le travail du Comité d'Organisation Pour la Paix dans les Etablissements Scolaires (COPES) dans les écoles en vue de sensibiliser les étudiants, de les pousser à informer leurs pairs sur les dangers des groupes extrémistes et promouvoir une culture de la paix dans les écoles. COPES travaille également sur un nouveau projet visant à former les enseignants à la culture de la paix et à la façon d'avoir un impact positif sur les étudiants.

Le Collectif des Associations et Mouvements des Jeunes du Tchad (CAMOJET) lutte contre l'extrémisme violent chez les jeunes au Tchad. Une des principales composantes de ce projet est son volet de réinsertion des anciens membres de Boko Haram, qui les prépare à intégrer la société et retrouver leurs familles.

Le projet de lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation des anciens terroristes et victimes (Fighting against Violent Extremism and Radicalization of Former Terrorist Fighters and Victims (ATPIR)) place les jeunes dans des groupes et crée des opportunités rémunératrices. Les communautés concernées par ce projet dans la région du lac Tchad sont Kanem, Borkou, Ndjamena et Bar Elgazel. ATPIR emploie des psychologues pour travailler avec les victimes des groupes violents. Le projet sensibilise également les dirigeants religieux dans les églises et les mosquées.

De surcroît, il existe au Tchad une école africaine pour la paix qui forme les écoles et les enfants des rue à devenir des ambassadeurs de la paix en les aidant à comprendre les problèmes et à les résoudre tout en les aidant à surmonter leurs peurs.

c. Soutien du Gouvernement en faveur des initiatives axées sur les jeunes

Le soutien en faveur des initiatives de prévention contre l'extrémisme violent varie d'un pays à l'autre, mais dépend de l'existence d'une politique nationale de la jeunesse dans le pays ou d'une stratégie/politique nationale de sécurité affirmant et reconnaissant une approche douce à la construction de la paix. Dans certains cas, le soutien du gouvernement en faveur de projets menés et axés sur les jeunes peut être faible au départ mais augmenter grâce à la sensibilisation et au lobbying.

Le gouvernement du Niger, par le biais de la Haute commission de consolidation de la paix travaille avec des groupes de jeunes pour promouvoir la foi et le patriotisme. La Haute commission de consolidation de la paix finance également des activités rémunératrices pour les jeunes à Diffa et Tillabery selon leurs besoins.

Le gouvernement du Cameroun a répondu de manière positive à l'appel de la jeunesse à créer un centre national sur la prévention de l'extrémisme violent et il est prévu que les jeunes y jouent un rôle fondamental. Toutefois, aucune politique de développement axée sur la prévention contre l'extrémisme violent n'existe et le gouvernement s'appuie principalement sur le recours à la force. Le soutien réel de la part du gouvernement est insuffisant et inégal. Le gouvernement propose parfois un soutien institutionnel mais aucune aide financière et les programmes de lutte contre l'extrémisme violent sont politisés. Les affiliations et les identités politiques interrompent les efforts de lutte contre l'extrémisme violent et l'engagement civique n'est pas distinct de la politique.

La loi anti-terroriste adoptée au Cameroun est considérée comme une initiative en vue de réprimer la dissidence. Toutefois, une discussion est en cours entre les parties prenantes et le gouvernement sur une approche axée sur le développement « doux » et le besoin d'une politique cohérente sur la lutte contre l'extrémisme violent.

Le gouvernement du Nigéria dispose d'une politique/ stratégie nationale équilibrée promouvant une approche douce à la consolidation de la paix. L'existence d'une telle politique constitue un environnement favorable pour la réussite et l'impact des groupes de jeunes opérant dans cette région et les garanties de sécurité qu'ils apportent sont appréciées de la communauté et connues du gouvernement. Toutefois, la corruption a entravé la bonne fourniture des modules de soutien aux groupes et organisations de jeunes dans la région Nord est du

Nigéria. Par exemple, la majeure partie des 5 millions de naira mensuels (16 000 dollars US) fournis à l'origine par le gouvernement à chacune des administrations locales disposant de ces groupes d'autodéfense ont été volés ou détournés par les dirigeants et politiques locaux.

Le gouvernement du Tchad : au Tchad, COPES est la seule organisation axée sur la jeunesse disposant d'une quelconque forme de soutien de la part du gouvernement. Ce dernier met à disposition de COPES des bureaux et des fournitures de bureau en vue de la mise en œuvre de leurs programmes. Le gouvernement aurait une politique anti-terroriste équilibrée fondée à la fois sur une approche « douce » et une approche « rigide ». Toutefois, la mise en œuvre est faible et n'implique pas la société civile et les groupes axés sur les jeunes de manière adéquate.

d. Soutien de la part d'autres organisations en faveur des initiatives axées sur les jeunes

La plupart des organisations internationales et multilatérales soutiennent les initiatives axées sur les jeunes pour prévenir l'extrémisme violent dans le bassin du lac Tchad. Comme indiqué dans la section 2 des conclusions ci-dessus, le soutien de la part des organisations internationales varie de l'octroi de subventions au soutien technique pour la formation des réseaux, le développement des capacités, le plaidoyer, la création d'un espace pour l'engagement, l'établissement d'un lien entre les organisations menées et axées sur les jeunes et les sources de financement, etc. Cependant, le soutien de la part du secteur privé (local et multinational) est faible ou inexistant.

.....
...certaines communautés sont sceptiques depuis l'avènement de Boko Haram, cette organisation ayant initialement pris la forme d'une organisation communautaire d'assistance.

Nombre d'organisations soutiennent les initiatives de lutte contre l'extrémisme violent axées sur les jeunes dans le bassin du lac Tchad, parmi lesquelles l'USAID, la CSPPS, le FNUAP, le PNUD, l'UNPBF, l'UNICEF, la CEDEAO, l'Union économique et monétaire ouest africaine, la Banque africaine de développement, le

Bureau des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et au Sahel, le G5 Sahel, la Banque mondiale, Search for Common Ground, le Mouvement de la jeunesse pour la démocratie, Coca Cola, World Youth Movement for Democracy, l'Office of Transition Initiative (OTI), Creative Associates et le Global Centre on Cooperative Security. Eirene, la Croix Rouge, le National Endowment for Democracy, le Commonwealth, Pain pour le monde, l'International Women Peace Group, CSDEA, JICA, l'Union européenne, l'Ambassade de France et l'Organisation internationale pour les migrations y sont également actives.

e. Soutien communautaire en faveur des initiatives axées sur les jeunes

Les participants ont noté qu'ils disposaient d'un certain niveau de soutien communautaire dans les quatre pays visités. Au Nigéria et au Tchad, il semble exister un soutien massif en faveur des organisations axées sur la jeunesse et leurs initiatives de prévention de l'extrémisme violent. Les résultats au Niger sont différents ; en effet, des doutes concernant sont émis en particulier lorsqu'une organisation chrétienne souhaite mettre un œuvre un projet dans une communauté musulmane ou *vice versa*.

Au Cameroun, certaines communautés sont sceptiques depuis l'arrivée de Boko Haram qui s'est présenté comme étant une organisation d'aide communautaire. La population est ainsi prudente lorsqu'une nouvelle organisation nationale ou régionale axée sur la jeunesse tente d'opérer dans la communauté. Afin de remporter le soutien de la communauté, lesdites organisations contextualisent désormais les programmes par rapport à l'environnement socio-économique et culturel dans lequel ils opèrent.

f. Problèmes auxquels font face les initiatives axées sur les jeunes

Les participants dans les quatre pays du bassin du lac Tchad ont identifié les problèmes rencontrés par les initiatives de prévention de l'extrémisme axées sur les jeunes comme étant la corruption, la stigmatisation, l'absence de financement, l'absence de capacités, le vieillissement de la population, l'absence de coordination entre les différents acteurs concernés, les risques élevés

de mouvement de personnel et de matériel au cours de la mise en œuvre des programmes, les attaques incessantes de Boko Haram, l'exclusion des jeunes du processus de prise de décision, la répression sur les groupes de jeunes par les forces de sécurité, l'absence de compréhension de la part du gouvernement, l'absence de stratégies d'intervention et d'expertise en matière de prévention de l'extrémisme violent, l'absence d'agence chargée du sujet, le manque de confiance par les communautés touchées par le conflit, l'absence de données, l'incertitude et continuité dans le gouvernement en raison de la rotation ou du remplacement fréquent des ministres et des gouverneurs dans continuité garantie des programmes axés sur la jeunesse.

.....

...les jeunes sont dans certains cas mal compris par la population et les communautés car suspectés – de manière tout à fait injustifiée – de travailler pour le gouvernement en tant qu'agents de manipulation.

.....

L'absence de capacités au sein des organisations axées sur les jeunes impacte grandement la qualité des résultats de leur travail. Par exemple, la plupart des 268 communes au Niger disposant de Conseils communaux jeunesse ne possèdent ni les capacités ni les compétences nécessaires à l'accomplissement de leur travail.

Les participants ont observé que l'éducation et les compétences en matière de paix acquises par les programmes menés par les jeunes sont entravées par le vieillissement de la population et l'absence d'opportunités entraînant plus de pauvreté et de frustration. Aussi, les jeunes sont dans certains cas mal compris par la population et les communautés car suspectés – de manière tout à fait injustifiée – de travailler pour le gouvernement en tant qu'agents de manipulation. La corruption a été mentionnée par les personnes interrogées comme étant un problème majeur puisque les incitations financières et projets sont gérés par des responsables corrompus qui emploient les personnes qui détournent les fonds destinés aux projets axés sur les jeunes.

Au Cameroun par exemple, le gouvernement déforme la prévention de l'extrémisme violent/la lutte contre l'extrémisme violent pour de l'éducation civique, que le gouvernement camerounais considère comme déjà existant. Il existe également un climat de peur et de suspicion au Cameroun où les groupes axés sur la jeunesse opèrent sous la menace constante d'attaques et d'arrestations. Les membres de Boko Haram kidnappent et tuent des jeunes et les officiers divisionnaires ferment les yeux sur lesdits groupes tout en les empêchant d'organiser les programmes de prévention de l'extrémisme violent.

Le risque de se voir stigmatisé ou pris pour cible en tant que membre d'un groupe d'autodéfense, pousse certaines personnes à prendre leurs distances en ce qui concerne ces nobles initiatives au Nord-est du Nigéria. Certains membres de la communauté menacent de révéler l'identité des membres des groupes d'autodéfense lors de la prochaine attaque de Boko Haram s'ils ne mettent pas un terme à ces initiatives.

Conclusion

Les données présentées fournissent un bon aperçu de la perception des jeunes et les attitudes envers l'extrémisme violent. Les conclusions révèlent que la pauvreté, l'illettrisme, l'ignorance, l'inégalité, l'économie, la mauvaise gouvernance, le changement climatique, l'injustice, l'explosion démographique de la jeunesse, la mauvaise interprétation du Coran et le recrutement forcé constituent des facteurs communs poussant les personnes à rejoindre des groupes extrémistes, bien plus que les croyances religieuses. Là encore, une majorité écrasante choisi de ne pas rejoindre des groupes extrémistes violents par peur et par amour de la vie ou parce qu'ils font du sport, sont patriotes et ont de l'espoir grâce à la religion.

Les initiatives de prévention de l'extrémisme violent menées ou axées sur les jeunes dans la région du bassin du lac Tchad se sont développées de façon exponentielle ces dernières années, garantissant que plus de jeunes sont désormais impliqués dans les initiatives en faveur de la Jeunesse, de la Paix et de la Sécurité. La perception et la sensibilisation aux initiatives axées sur les jeunes pour la prévention de l'extrémisme violent par les communautés, les gouvernements et autres parties prenantes ont également augmenté malgré l'absence de soutien stratégique et de l'espace fermé ou restreint pour un engagement civique.

Ces efforts axés sur les jeunes sont activement soutenus par les organisations internationales mais le soutien de la part des gouvernements dans les pays du bassin du lac Tchad est inégal, voire inexistant. Cette situation est encore pire lorsqu'il n'existe pas de stratégie/politique nationale de sécurité et un plan de mise en œuvre proactif incluant une approche « douce » pour prévenir l'extrémisme violent.

Le soutien de la part des communautés locales est insuffisant, obscurci par les soupçons, la peur et la mauvaise compréhension. Afin de remporter le soutien de la communauté, lesdites organisations contextualisent désormais les programmes par rapport à l'environnement socio-économique et culturel dans lequel ils opèrent.

Pour soutenir les efforts menés et axés sur les jeunes en vue de prévenir l'extrémisme violent, il est nécessaire d'accorder une plus grande importance sur la gestion des causes profondes du conflit et de renforcer les relations entre les gouvernements, les communautés et les groupes axés sur les jeunes.

Références

Akram, J., et Richardson, R., (2009), "Citizen Education for all or Preventing Violent Extremism for some? – Choices and Challenges for schools". Race Equality Teaching: <http://www.insted.co.uk/citizenship-education.pdf>.

Buchanan-Clarke, S. and Lekalake, R, (2016), Violent extremism in Africa. Public opinion from the Sahel, Lake Chad and the Horn. Afrobarometer Policy Paper No. 32.

Fink, N.C, Bhulai, R.B, and Zeiger, S, (2014), "The Role of Families and Communities in Strengthening Community Resilience against Violent Extremism". Hedaya and the Global Centre on Cooperative Security.

Gary Lafree and Joshua D. Freilich, (2017), "The Handbook of the Criminology of Terrorism". Wiley Blackwell: Chichester.

Lanz, David, (2011), "The EU and the 'Dafurisation' of Eastern Chad". Accord Issue, no. 22, pp 39-42.

Sodipo, Michael, (2013), 'Mitigating radicalism in Northern Nigeria' Africa Security Brief, Number 26.

UNDP, (2016), Preventing and Responding to Violent Extremism in Africa: A Development Approach.

UNOCHA, (2016), North East Situation Analysis.



**CIVIL SOCIETY
PLATFORM**
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING



**Youth,
Peace &
Security**

Contactez-nous :

La Plateforme de la société civile pour la consolidation de la paix et le renforcement de l'État (CSPPS)

Peter van Sluijs

Coordinateur du Secrétariat de la CSPPS c/o Cordaid

P.O. Box 16440


La Haye - Pays-Bas

info@cspps.org

www.cspps.org



BUILDING FLOURISHING COMMUNITIES

 www.facebook.com/civilsocietyplatform

 @idps_cspps

